

LA CHRONIQUE DE CLAUDE LACOUR

Claude Lacour

Armand Colin | « *Revue d'Économie Régionale & Urbaine* »

2019/4 Octobre | pages 871 à 883

ISSN 0180-7307

ISBN 9782200932633

Article disponible en ligne à l'adresse :

<https://www.cairn.info/revue-d-economie-regionale-et-urbaine-2019-4-page-871.htm>

Distribution électronique Cairn.info pour Armand Colin.

© Armand Colin. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

La chronique de Claude Lacour

VELTZ P (2019) *La France des territoires, défis et promesses*. Éditions de l'Aube, 175 p.

CHARMES E (2019) *La revanche des villages. Essai sur la France périurbaine*. Le Seuil, « La République des idées », 108 p.

DUBET F (2019) *Le temps des passions tristes. Inégalités et populisme*. Le Seuil, « La République des idées », 110 p.

GUILLUY C (2015) *La France périphérique. Comment on a sacrifié les classes populaires*. Champs actuel, 187 p.

GUILLUY C (2018) *No Society. La fin de la classe moyenne occidentale*. Flammarion, 242 p.

Les grandes voix des petits formats

Les titres des *Chroniques* me semblent, en les regardant de manière rétrospective, de deux grands types. Il y a des titres qui s'imposent d'emblée avant même que la lecture soit terminée et suivant l'auteur, le thème fut-il généralement ou vaguement évoqué, on sent et l'on sait que l'on tient très vite ce qui sera non seulement le titre stricto sensu mais surtout le fil rouge du papier. Il en a été ainsi par exemple pour *Proximitas*, *Les Doctorales aux Jeux Olympiques de Grenoble de 2018*. D'autres, par contre, ne se découvrent pas de suite, aucun ne paraît franchement s'imposer tant qu'on n'a pas lu ou souvent relu tout ou partie des pages ou des articles et chapitres d'un ouvrage. C'est le cas bien souvent des ouvrages collectifs où, malgré des introductions plus ou moins riches, denses et précises, on peut avoir du mal à illustrer par une formule, un titre qui donne envie de lire et qui propose une certaine tonalité. Ce sont ici, par exemple, *We are in the West*, *Sir* le récent *Da Vin-City Code* ou les multiples aventures du *Petit Chaperon rouge* dont il n'est pas assuré qu'elles soient terminées... Quand F. NADOU nous a proposé de commenter le dernier P. VELTZ, *La France des territoires, Défis et promesses*, de suite s'est imposé le titre de ce que serait la chronique : *Les grandes voix des petits formats*.

Grande voix largement connue de tous ceux qui se préoccupent de développement économique, des stratégies industrielles, de développement territorial, VELTZ (plus loin PV) fait partie des auteurs-acteurs importants sur les trente dernières années, et régulièrement ses ouvrages scandent des moments de la pensée, ceux aussi des interrogations et des orientations proposées aux chercheurs et aux politiques. Il sait souvent traduire par des titres « fanfare et bannière » qui scandent et interrogent la société, qui agitent certains cercles de chercheurs, notamment dans les sphères parisiennes. On apprécie qu'il ait en permanence à l'esprit les questions territoriales franco-françaises qu'il les examine à l'aune de la mondialisation et dont il pense que celle-ci, dans la lignée par exemple de KRUGMAN, n'est pas responsable de tous nos maux. Par les temps qui courent, c'est courageux ! Il aime décidément les grands tournants et ici dans la France des territoires, un « tournant local » qui est pour lui « l'émergence d'un puissant mouvement de montée du 'local' » (p. 9). Les guillemets sont les siens, et la formule dans son ensemble, ne me paraît pas évidente mais il faut apprécier son attention aux territoires – les grands et les petits –, sa volonté de procéder à la « réhabilitation de la dimension locale et de la composante relationnelle qui la caractérise » sans pour autant crier avec les Loups qui veulent non seulement que l'on condamne les métropoles et les idéologies annoncées de la métropolisation.

Il faut faire avec les territoires au sens d'infranational, les métropoles, les périurbains ou les villages, au sens de CHARMES (2019, plus loin EC) et la mondialisation. VELTZ a conforté sa notoriété par la formule magique d'*économie d'archipel*. Attentif en permanence à ce que l'on met volontiers dans l'économie industrielle d'un côté, et l'économie urbaine de l'autre, il reste un partisan fort de l'industrie possible en France pour autant que l'on accepte de changer de mode de pensée et de monde industriel, dans un rapprochement que l'on pourrait proposer par un osé *Tech-know* puisque la connaissance est et doit être au cœur de tout, quitte à se faire fustiger par les partisans d'une langue pure... Alors il faut aller vers *la société hyper-industrielle* (2017) : chaque ouvrage fait un point de ce qui peut être considéré à son sens comme acceptable ou argumenté, de ce qui pose problème, des débats contemporains et des pistes éventuellement qui paraissent à PV sans issue. Et celles qu'il conseille de prendre en considération.

On peut ne pas être convaincu par tous ses arguments, discuter tel ou tel aspect ou formulation – comme son grand tournant local et le sens qu'il lui donne – mais on lit toujours PV avec intérêt comme on a eu plaisir à débattre lors des travaux de la Datar qu'il évoque à plusieurs reprises et on y reviendra : peut-être bien qu'entre la mondialisation la métropole-France et les « ronds-points » (évoqués p. 17), cette institution, sa philosophie et ses méthodes manquent fortement... Il est heureux que dans *Le Monde* du 8 août, une page soit consacrée aux « plans vélo », aux stations balnéaires du Languedoc et que dans un petit encadré modeste, on rappelle l'importance du Plan RACINE et des Missions interministérielles d'aménagement. Quoiqu'en dise PV, il reste des Jacobins et des Girondins mais qui préfèrent souvent parler des institutions, de leurs propres pouvoirs sans toujours apprécier « l'explosion de la connectivité (TGV, smartphones, réseaux sociaux), c'est-à-dire l'émergence d'un monde en réseaux ».

L'appellation de « grande voix » n'est pas scientifique ni contrôlée et j'en assume la subjectivité. Elle veut signaler à la fois que certains auteurs, par leurs ouvrages souvent de petit format, se font entendre fortement par la communauté scientifique, une partie au moins d'entre elle, et peut-être surtout par les médias, s'adaptant ainsi aux modes de communication contemporains, au fait que globalement, on lit moins et de manière directement plus sélective au sens d'opérationnel pour publier rapidement un article. « Les auteurs des petits formats », pour le dire autrement, auraient moins besoin que d'autres des supports habituels dans la mesure où leurs carrières et leur notoriété sont établies.

Un nouvel ouvrage de PV est donc un événement et « l'expert et l'universitaire » qu'est PV mérite attention même si ces catégories conduisent GUILLUY (plus loin CG) à des appréciations peu amènes : « l'expert et l'universitaire proposent toujours des solutions positives, optimistes, non conflictuelles » (CG, 2018 p. 37). CG continue : « le rapport d'expert fait ainsi partie de l'*entertainment* politico-médiatique, bourré de solutions magiques, mais ne questionnant jamais un modèle qui ne fait pas société ; il permet d'accompagner des réformes sans jamais interroger les citoyens ou les élus locaux ». Cette critique générique mériterait sans doute un débat plus approfondi mais ici, PV dit clairement sa position : *ni normatif ni moral* (p. 90), plutôt pragmatique et modeste. On ne saurait lui reprocher, au contraire.

De manière générale et face aux tentatives de proposer des lectures binaires tranchées dans lesquelles CG montre une incontestable maîtrise, « La France d'en haut et celle(s) d'en bas », tous ceux qui sont à la *marge* face à la classe dirigeante et à ceux qui ont réussi, (lire la p. 50 de CG dans une première anaphore, la seconde viendra plus bas), PV s'avoue, face « à la complexité des réponses, désolé pour le lecteur avide d'images binaires » (p. 65, 153) et « ce livre n'a pas d'ambitions normatives ou prescriptives » (p. 153). Il a, notamment à mon sens, pour objectif d'une part, de mettre en œuvre une sorte de SWOT à *La France des territoires* et d'autre part, de « souligner quatre pistes » à prendre en considération de manière rapide et forte – avoir une vision « plus ouverte, moins fataliste, des atouts et des handicaps des territoires », ce qui au nom d'un « tournant local » ne semble apparemment pas une grande révolution, (on voit bien que le terme me gêne), « cesser d'hypertrophier les divisions qui saturent le débat public sur les questions territoriales : opposition entre métropoles et périphéries, entre rural et urbain, entre territoires denses ou pas denses ». J'entends bien le message et le partage en grande mesure mais je crains fort que non seulement il ne soit pas écouté mais que certaines voix, volontairement ou non, les ignorent délibérément et avec application : on ne saurait pactiser avec les ennemis qui raconteraient des « fables », de « contes pour enfants » (CG, p. 18). BOUBA-OLGA n'est pas tendre avec ceux qui oseraient faire un récit métropolitain « qui ne relève pas du constat scientifique, plutôt d'une généralisation abusive à partir de moyennes et d'une injonction potentiellement performative » (2019, p. 12). Il vise certes quelques auteurs et méthodes qu'il condamne à nouveau, mais de nouveau, il « oublie » de renvoyer à des travaux qui feraient que le mauvais récit métropolitain serait autrement plus nuancé et verraient que son « récit territorial » peut être enthousiasmant, nuancé et enrichi... Au Royaume des Territoires et des Métropoles, il y a parfois aussi une « guerre des Trônes de fer ».

DUBET (plus loin FD), avec bon sens, dit bien – mais est-il utile de le rappeler ? – que « derrière les moyennes, se cachent des distributions plus fines qui sont aussi des inégalités » (2019, p. 32) même si décidément BOUBA-OLGA et GUILLUY s'en préoccupent mais ne l'utilisent pas de la même manière. En ce domaine aussi, on connaît beaucoup de travaux qui sont attentifs « aux diversités et à la prise en compte des interdépendances ». Mais FD n'est pas d'abord un spatialiste ni un aménageur et on ne saurait lui reprocher ! CG a sans doute ses raisons personnelles autant que scientifiques d'en vouloir à « la réaction hystérique d'une poignée d'universitaires au concept de France périphérique ou d'Amérique périphérique (qui) est un bon indicateur de la stratégie d'invisibilisation du phénomène et du refus de prendre en compte les effets de la mondialisation » (2018, p. 36). Je veux bien que la géographie serve à faire la guerre comme il nous est rappelé classiquement (p. 18), que les géographes soient des maîtres-stratèges et des généraux rarement d'accord entre eux mais qui n'aiment point que des « civils » interviennent dans leurs réflexions et leurs choix. Tant qu'à faire la guerre, que l'on précise au départ le choix des terrains et des armes : PV n'est pas un fanatique de la canonnière ni de la Kalachnikov.

Il n'y a pas que des méchants ou des ignorants qui travaillent sur les métropoles, la métropolisation et les innovations sociales, organisationnelles qui se produisent dans petites villes, les villes moyennes et les espaces périphériques, quel que soit le sens qu'on lui donne : de manière générale, y compris dans les récits dits métropolitains, on n'est jamais héros dans son propre pays. Mais on tente de l'être dans des ouvrages de petit format et dans les réseaux sociaux, parfois davantage sur les télévisions à l'information continue que dans les colloques universitaires... On parle fort pour être entendu, on écrit petit format pour avoir des chances d'être publié et lu, commenté largement en dehors des cercles et des circuits universitaires traditionnels : beaucoup, au fond, en rêvent. Mais n'est pas « star » qui veut, cela se mérite, se travaille.

VELTZ est ici publié par les éditions de l'Aube mais *La société hyper-industrielle* (2017) l'a été au Seuil comme CHARMES, *La revanche des villages* (2019), ou encore DUBET, *Le temps des passions tristes*, (2019) à qui je reconnais – et j'envie –, la qualité formidable et poétique du titre. On pourrait ajouter encore dans la même collection les titres de MAURIN, de DAVEZIES ou encore ceux de LEBRAS... Guilluy publie régulièrement chez Flammarion dans la collection Champs et BOUBA-OLGA propose ses *Dynamiques territoriales, éloge de la diversité* dans un éditeur moins connu mais développe ses idées dans des supports plus classiques, articles dans des revues et aussi dans des blogs.

Ces ouvrages dans l'ensemble sont de petites dimensions, de faible pagination et on imagine volontiers qu'à l'instar des grands éditeurs de la littérature en quête de prix à la rentrée, il existe des « auteurs-locomotives » et, évidemment, dans ce monde comme dans celui que nous regardons aujourd'hui, des « accusations réciproques et des malentendus inutiles » suivant la formule de PORCHASSON que cite par J. CLARINI dans son commentaire sur « Biodiversité en sciences humaines et sociales » (*Le Monde*, 29 juin 2019) qui est « une richesse et implique aussi rivalités et concurrences » précise-t-elle. On ne dira pas qu'elle induit aussi ou impose « rivalité

et concurrence entre les auteurs » pour continuer la comparaison, ne serait-ce du fait qu'ils appartiennent souvent à la même « écurie ».

Mais au-delà de ces appartenances, les auteurs des petits formats se lisent, se citent, se confortent parfois de manière croisée ou au contraire s'opposent mais tout en restant dans l'apparente correction universitaire sauf dans les cas où tel ou tel auteur se sent directement agressé et estime alors son droit à la réponse violente : on dira que ce n'est guère nouveau, que c'est un des charmes du monde de la recherche et académique mais on n'est pas pour autant tout concevoir en champs de bataille et de querelles d'egos. Il nous semble que les auteurs que nous évoquons ici constituent entre eux une sorte d'ensemble relativement attentif à ce qu'ils écrivent avec quelques ouvertures partagées comme PIKETTY ou LÉVY, à défaut d'ouvrir plus largement leur fenêtre sur des travaux d'autres auteurs et notamment des plus jeunes. Ils sont sensibles aux sirènes des réseaux sociaux, aux colonnes du *Monde*, de *Libération* plus rarement du *Figaro*, et sont souvent présents dans les invités des journaux télévisés. CG peut bien vilipender, critiquer, « la classe politique médiatique et académique » (p. 17) « universitaire » (p. 24), « les médias et le monde académique » (p. 35), « le petit monde d'en haut, des élites, des classes supérieures, des métropoles » (p. 39), il n'est pas le dernier, avec les autres, à fréquenter ces lieux. PV sur ce terrain est beaucoup plus discret.

Faire court

Dans son commentaire sur « la bibliodiversité en sciences humaines et sociales », J. CLARINI retient encore l'analyse de F. GÈZE (ancien directeur des éditions *La Découverte* et elle note qu'une évolution essentielle s'est produite ou surtout accélérée et accentuée : « un fossé s'est creusé entre les maisons qui publient des textes s'adressant aux pairs et celles qui s'ouvrent au grand public... Les modes d'accès à la recherche ont changé », à la notoriété sans aucun doute aussi. Clarini reprend encore la formule de P. MINARD pour souligner « la pression du faire court » à la fois pour des raisons éditoriales et financières mais au-delà, notamment dans nos champs scientifiques sur les conceptions et les attentes des thèses : elles évoluent vers des articles en anglais qui ne sauraient s'embarrasser de références et de lectures « trop » générales et qui se bornent parfois et de préférence à une dizaine de références dans des revues anglo-saxonnes de « haut niveau » et dont les dates de péremption sont relativement rapides...

Alors « faire court » certes mais faire aussi hors support classique de la recherche, ce qui parfois nous interroge sur le statut et l'utilité de commentaires bibliographiques et de chroniques... Mais pas de nostalgie du village, dirait CHARMES, pas davantage de « mélancolies de gauche et de droite » (DUBET, p. 98). Il faut participer aussi à la vie publique car le chercheur est dans la Cité et CG assume clairement avoir « une approche politique, ou plus précisément géopolitique (qui) permet, par les territoires, de révéler la place exacte des catégories populaires des pays développés, c'est-à-dire la périphérie » (2015, p. 15). On savait bien que l'on retrouverait les histoires du Petit Chaperon dans la mesure où les critiques des néolibéralismes s'affirment être des militants critiques.

Si des changements profonds existent dans les liens entre la production de la recherche et les supports de sa publication, des modalités de la faire entendre et reconnaître, nous n'avons pas la naïveté de constater que les petits formats sont une grande nouveauté et que, en l'occurrence, depuis bien longtemps les *Que Sais-je ?* ont été le modèle de référence qui faisait rêver tout auteur : être sollicité et retenu pour un ouvrage... L'éditeur, nous dit l'ancienne responsable des *Que sais-je ?*, J. GAZIER (citée par CLARINI), « apprend au chercheur qu'il va avoir un lecteur ». Dans son module impératif des 126 pages, les *Que sais-je ?* nous ont appris à *savoir* l'essentiel sur une question : les aspects théoriques, les débats, les méthodologies, les contextes et les évolutions... Ils doivent constituer des sortes de manuels condensés sur une thématique, être davantage au service du lecteur que de l'auteur. Les petits formats actuels des grandes voix sont d'un autre genre et privilégient le développement de la pensée et des arguments, des coups de cœur et des coups de patte de celui qui écrit.

Pas de nostalgie ni de mélancolie mais des coups de chapeau à quelques *Que sais-je ?* qui nous ont profondément marqués, quelles qu'en soient les raisons ou les attachements personnels. Et il serait intéressant que les lecteurs suivant leurs préoccupations scientifiques, leurs appartenances thématiques doctrinales et méthodologiques, les générations fassent leur propre revue des petits ouvrages « à la boussole ». En ce qui me concerne, j'assume totalement *Les espaces économiques* de BOUDEVILLE, (1970), *Les systèmes économiques* de LAJUGIE (douze éditions dont la première en 1957), les multiples versions de *l'Aménagement du territoire* de MONOD et CASTELBAJAC, le *KEYNES et le Keynésianisme* de DELFAUD (1994), et Benko sur *la Science régionale* (1998). Preuve de l'attrait et de l'existence de lecteurs, ces ouvrages ont fait souvent l'objet de réédition avec versions (re)corrigées à pagination constante donnant lieu à chaque nouvelle version à une inflation plus ou moins forte de petits caractères au départ pourtant déjà réduit... Je me demande comment fera la Collection *Repères* qui écrit encore en plus petits caractères que les *handbooks* de EE...

Ces « manuels » ou « points essentiels » sur des thématiques ou des sujets précis sont repris et adaptés par *la Découverte* qui nous donne une collection dont je retiens, par exemple, *l'Économie des Clusters* de VICENTE, *l'Économie des émotions* de PETIT (2016), *de la Chine* de Renard (2018), *du sport* (BOURG et GOUGUET, 2012), *du vin* (CARDEBAT, 2017) ; sans oublier *La Nouvelle Économie géographique* de LAFOURCADE et CROZET (2009)... Petits formats qui nous éloignent des gros *Handbooks* de chez ELGAR et qui montrent bien qu'en langue française, il y a décidément de la créativité, de la passion et des travaux de grande qualité. On n'oublie pas davantage la collection dirigée par BAILLY chez Economica-Anthropos

On sait par expérience qu'« écrire court », est toujours délicat, frustrant et que les éditeurs trouvent régulièrement tous les textes trop longs. Ils ont parfois raison. Au point que POPSU se lance dans des « micro-formats » par les publications des *Conférences* qui ne dépassent pas quarante pages tout compris. Ces micro-formats montrent cependant que l'on peut développer quelques idées fortes en peu de lignes : BOUBA-OLGA (2019) continue son discrédit du récit métropolitain et défend le sien, s'interroge sur son but, « citoyen français, européen, citoyen du monde, résidant à Poitiers (par le plus grand des hasards, soit-dit en passant : c'est là que je suis

né », p. 17 et je partage avec lui ce dernier caractère ; TALANDIER entend renouveler les modèles des trajectoires territoriales notamment par le recours à la résilience, elle ne condamne pas le modèle métropolitain mais y voit « des signaux faibles de renouvellement » (p. 17), affirme la pertinence de ses systèmes « productivo-résidentiels » (voir TALANDIER in TALANDIER et PECQUEUR, 2018). OFFNER (2018) dans la même série, veut dépasser la classique opposition centre-périphéries par l'inter territorialité mais surtout, il relève que les Métropoles-institution n'ont pas la connaissance et la maîtrise et la boîte à outils pour gérer, comprendre d'abord souvent, les aspects multiples de la ou des métropolisations

Deux (ou trois) Lunes

« Dans le ciel brillèrent deux lunes. Une petite et une grande... il n'est pas impossible que la fin du monde approche », MURAKAMI (*1Q84*, livre 1, pp. 356-7).

Dans *1Q84*, MURAKAMI dans son monde imaginaire, fait apparaître deux lunes, la jaune et la verte, qui renvoie à un monde dominant en grande partie dépassé même si les habitants ne le savent pas et ne s'en rendent pas compte, et une seconde lune qui ouvre un monde inconnu du moins de la majorité des personnes et des institutions, monde évidemment incertain, différent, effrayant et excitant à la fois. À ces deux lunes en continuant la métaphore, il faudrait sans doute et vite en ajouter une troisième. Plus exactement, c'est elle qui s'impose à nous, que nous le voulions ou pas : « L'Humanité épuise la Terre » titre en caractères de deux centimètres *le Monde* du 9 août 2019 et si les changements climatiques ou les questions de la biodiversité n'apparaissent pas frontalement dans les ouvrages ces questions sont sous-jacentes, indirectement par la mise en cause des modèles de développement. JOUVENTIN et LATOUCHE (in *Le Monde* 30 juillet 2019) dans leur papier « L'Homme peut-il se reconvertir de prédateur en jardinier », résumant en une triple « illimitation » ce qui a pu faire le succès du capitalisme mais qui doit être revu : « illimitation de la production et donc de la prédation des ressources naturelles renouvelables, illimitation de la consommation et donc de la création de besoins de plus en plus artificiels ; et, surtout illimitation de la production de déchets et donc de la pollution de l'air, de l'eau et de la terre ».

PV commence *la France des territoires* par ces mots : « dans le fracas des colères mais aussi à travers mille changements silencieux, au cœur des territoires, la société française se réinvente » (p. 7). CG enchaîne plus féroce : « désormais, *no more society*. La crise de la représentation politique, l'atomisation des mouvements sociaux, la citadellisation des bourgeoisies, le marronnage des classes populaires et la communautarisation sont autant de signes de l'épuisement d'un modèle qui ne fait plus société » (2018, p. 10). DUBET introduit son ouvrage par ces mots, « l'air du temps est aux passions tristes » (p. 7). Tristes peut-être, ces passions traduisent bien la colère, les révoltes, et les incompréhensions et la place non seulement des inégalités, mais bien davantage des *injustices*, des sentiments de mépris et conduisent à l'indignation, aux mouvements de rue. Il le termine par ces phrases : « du point de vue économique, ce sont les grandes inégalités qui comptent le plus. Mais du point de vue sociologique et politique, ce sont les petites qui pèsent davantage »,

(p. 104). Pour faire lien entre ces ouvrages, on voit bien que ce sont sur le territoire que se manifesteront, s'exacerberont ces malaises, ces frustrations. Dans le Magazine *M du Monde* (3 août 2019), consacré aux Gilets jaunes à Bordeaux, ces « petites et grandes inégalités et injustices » se sont exprimées de manière simple, définitive et péremptoire : « ici disent les Gilets jaunes, dans la rue Sainte-Catherine, place du Grand Théâtre et au centre-ville, ils ont tout et nous, des banlieues ou du Médoc ou de l'entre-Deux mers, nous n'avons rien... »

« La première Lune » largement contestée, épuisée peut-être, en proie à de larges remises en cause par la Crise, la plus souvent évoquée est celle de 2008, a constitué un cadre de référence, un monde organisé avec des principes, des Valeurs, des outils qui apparaissent chez VELTZ notamment. Il s'agit du monde d'avant la crise de 2008, celui que l'on a l'habitude de définir, d'évoquer plutôt par les *Trente Glorieuses* et qui semble particulièrement limpide, bienheureux et bienfaisant. Implicitement ou pas, c'est par rapport à lui que se mettent en place certains des arguments majeurs de VELTZ. À la « Sainte Trinité hétérodoxe » de STORPER, (1997, p. 27) – il cite aussi *The Rise and Fall of Urban Economies : Lessons from San Francisco and Los Angeles*, dont parle aussi SCHAFFRAN 2018 (voir la note 1 p. 92 de PV), en allant vite sur « des facteurs que les économistes ne savent pas mesurer » –, PV lui substitue la sienne fondée sur *le triangle individus-systèmes-territoires* qui donne lieu à « deux grands schèmes à la fois organisationnels et géographiques, celui des 'écosystèmes' et celui des 'hubs'... La logique de l'écosystème est celle de la diversité des acteurs et des cultures, permettant la créativité par l'hybridation » (p. 45) et... la logique du hub favorise et renforce les flux et les nœuds de réseau les mieux connectés (p. 46). On connaît bien aujourd'hui ces phénomènes, et PV évoque les externalités, profondément revus par « le virage 'serviciel' » généralisé de l'économie », les transports sont devenus les logistiques et le monde de la voiture connectée, « des sortes de smartphones à roues » (p. 30) que les gamins de CM1, CM2 dans les travaux de Bordeaux Métropole (BM 50) ont largement internalisé et considèrent ces formes déjà quasiment réalisées.

Chacun à leur manière, FD et CG se sentent orphelins des fondements, des explications des années des Trente Glorieuses et des récitatifs sur l'importance, l'efficacité *de la classe moyenne* pour faire société. Cette classe aurait disparu pour CG alors que les classes supérieures feraient exprès de faire croire à leur permanence, en acceptant le cas échéant qu'elle puisse être en mutation, en transition alors que les véritables termes devraient être ceux de « rupture, fracture, ou fragmentation », ce dernier terme étant largement décliné par PV qui en fait pratiquement une bombe à retardement et à fragmentation (voir aussi CG, p. 170). Dubet relève surtout que « le système des classes explose » et que ce qui compte de plus en plus, ce sont les inégalités : « alors que les sociologues cherchaient naguère les inégalités 'derrière' les classes sociales, certains d'entre eux cherchent désormais les classes sociales, des principes d'unité, 'derrière' les inégalités » (p. 24).

Laissons les uns et les autres régler leurs affaires, mais notons que, au-delà des fondements contestés, des adaptations et remises en cause des concepts eux-mêmes, des méthodes, des postures, on garde en tête bien souvent les logiques et cadres des années 1960-1990 et celles qui ont suivi la crise de 2008. Et les uns et les autres, nous

nous efforçons de proposer, pour les plus ambitieux, de nouveaux paradigmes : « la périurbanisation comme pathologie du capitalisme » pour EC, « la société des liens choisis » pour PV (p. 56), « la compréhension des inégalités dans le monde actuel comme épreuve individuelle, mise en cause de sa propre valeur, manifestation de mépris et d'humiliation » (FD, p. 11). D'autres moins assurés dans la création d'une nouvelle science qu'il faut opposer aux « vilaines théories » suivant la belle formule de J. Verne que l'on redécouvre, acceptent *le territoire* comme lieu pratique de lecture ou de repérage – les cahiers de carte du milieu – le lieu où s'élabore, se conforte et se confronte ces inégalités, plus qu'un tournant une base féconde, théorique et réaliste.

À suivre CHARMES, on ne saurait toujours pas définir clairement ce qui relève de l'urbain et du rural et donc pas plus le périurbain : ce serait là « une des grandes difficultés des sciences sociales : il n'existe pas d'académie chargée de stabiliser les définitions des termes » (p. 14). Il n'a pas tort si la périurbanisation, c'est « l'intégration de campagnes dans l'orbite des villes » (p. 9) ou si on le suit quand il écrit que « pour les géographes, une métropole est une ville qui rayonne sur un vaste territoire » (p. 18). Il suppose alors que l'on sait définir et mesurer une ville, mais je pense qu'il n'est pas lieu ici d'ouvrir ce débat et pas davantage sur l'appréciation de la vastitude...

Le Récit ou les récitations ?

La Lune jaune doit être repensée, tout en devant encore vivre avec elle, en révisant, refondant des concepts certes, mais PV dit simplement, et en en passant, ce que l'on ressent : « bombardés d'informations, nous sommes en manque d'un récit global » (p. 21), ce qui renvoie à la société liquide chère à BAUMAN et que commente ECO (2016) : « crise des idéologies et des partis : quelqu'un a dit que désormais les partis sont des taxis où monte un chef, démagog ou mafieux... Ce ne sont plus les individus, c'est la société elle-même qui se vit dans un continuuel processus de précarisation » (p. 11).

Avant même d'écrire ce nouveau récit nécessaire, il faut d'abord le concevoir et le penser. Constaté et acté que la défiance en pratiquement tout, gagne du terrain, que la métropolisation doit être écrite au pluriel et comme le souligne OFFNER pose problème(s), même s'il est facile de parler de « concept fumeux, c'est-à-dire du laisser-faire du marché » (CG 2018, p. 123) ou encore si « l'idéologie ringarde de la métropolisation, du *'big is beautiful'* a vécu. Celle de l'hypermobilité aussi » (*idem*, pp. 233-234). Un monde où « si l'on combat les très grandes inégalités, on défend plus volontiers les 'petites' surtout lorsqu'elles nous sont favorables », FD (p. 14) qui parle aussi de « troubles dans la représentation » (p. 28, litote aimable). Alors, on est dans un environnement qui fait moins ou pas société et on veut exister, montrer que l'on souffre et que les structures habituelles de la représentation et de la défense des intérêts ne fonctionnent plus. CHARMES dans son joli titre entend comprendre la *Revanche des villages* en réponse indirecte à LE GOFF (2012) qui en avait écrit l'épithète *La fin du village* que nous avons commentée en relevant « une vision nostalgique et romantique », version traditionnelle et néo-bobos, « un débat relatif aux oppositions ville-village, urbain-rural, social-spatial », mais aussi en jouant sur

les mots, une « faim de village, le village, lieu de vie et espace d'envie » (LACOUR, RERU, 2013, 3, pp. 801-812).

Oppositions en même temps recevables mais que l'on doit dépasser dans la lignée, par exemple, de *Re-urbanity : urbanising the rural and ruralising the urban* (LACOUR et PUISSANT, 2007). CHARMES évoque « le droit au village » dans l'optique du droit à la ville, « le droit de s'organiser à l'échelle locale, dans une relative autonomie à l'égard de échelons supérieurs de gouvernement, qu'ils soient métropolitains ou étatiques » (p. 65), pour lutter contre la « clubbisation » des communes notamment celles du périurbain. Il souligne à juste titre que, ici, se maintiennent et se développent des solidarités locales très fortes, des dynamiques sociales concrètes (p. 68), grâce à la permanence et l'efficacité des associations et du bénévolat : on est souvent loin du Hightech, encore qu'il soit souvent présent et des présentations réductrices « folklorisées », moquées, de la vie des villages comme les fêtes patronales, les derbies locaux sportifs ou montés en sortes d'exemples de résistance dans les émissions de J.P. PERNAUD. Et même plus que de *la Revanche des villages*, plus fort même que *Triumph of the City* de GLAESER (2012), on peut parler du triomphe des villages : à Luxey (40430), commune landaise de 700 habitants, le festival *Musicalarue*, à la mi-août, durant trois jours accueille en moyenne 18 000 personnes par soirée, il y a 900 bénévoles...

Mais l'envers du décor existe et PV reprend la distinction « emplois exposés » et « emplois abrités » (p. 93) qui retrouve l'opposition du même type sur les secteurs qu'avait proposée STOLERU lors de la crise industrielle : il parle des médecins, des boulangers et des garagistes relevant de la seconde catégorie et qui « ne sont en concurrence qu'avec des emplois situés dans le même territoire de proximité ». Je ne vois pas souvent que « si votre boulanger fait faillite, (j'ajoute plus prosaïquement quand il ferme ou arrête son activité) un autre viendra prendre sa place ». C'est bien un des drames des espaces ruraux mais qui les débordent et CG utilise les « marges » pour déployer les victimes (p. 50). Et on note encore la « citadellisation des territoires », les *gated cities* d'un côté et les ghettos de l'autre, ce phénomène encore du *white flight* dont, à nouveau, Baltimore est, hélas, exemplaire : *City on the brink*, (*The Economist*, 3 août 2019, p. 33).

Faire court et fort au bon moment

Les dates de parution des titres de VELTZ, DUBET et CHARMES sont importantes dans la mesure où plus ou moins précisément se profilent les *Gilets jaunes* et leurs mouvements et au-delà et plus généralement, le ou les populismes. DUBET les évoque dans sa conclusion et note que le mouvement des gilets jaunes « cristallise des colères et des indignations multiples (qui) a du mal à articuler et à hiérarchiser des revendications souvent contradictoires, car aucun syndicat ni aucun parti ne semblent en mesure de fédérer ces colères, ni d'entrer dans un processus de négociation » (p. 103). CHARMES notamment, s'interroge sur le vote Front national dont les différents auteurs admettent qu'il n'est plus seulement un phénomène conjoncturel ou qui ne traduirait que des votes punitifs de contestation : « le vote pour le Front national est-il vraiment affaire d'urbanité ? Ne faut-il pas plutôt le comprendre

comme l'inégale distribution des bénéfices de la mondialisation, distribution qui favorise le cœur des grandes métropoles ? ». On est bien dans la lignée de « eux, ils ont tout et nous rien ». Et le ressenti vaut-il plus que le mesuré ? Alors assurément CG peut bien affirmer que « le populisme n'est pas une poussée de fièvre irrationnelle mais l'expression économique, sociale et culturelle de fond » (2018, p. 176), pas le rassemblement – CG parle de « ressemblance » de « plouc français, (de) déplorable américain, (de) loser britannique, (de) raciste allemand, (de) beauf suédois ou (de) fasciste italien », (p. 80), sans que nous discussions ici de la pertinence des comparaisons.

On entend bien DUBET disant que l'enjeu révélé par la crise des gilets jaunes « n'est pas seulement politique. Il est aussi intellectuel, dans la mesure où les représentations de la vie sociale sont aujourd'hui dominées soit par le thème de la crise perpétuelle d'un ancien modèle idéalisé, soit par l'image de la case d'acier de la mondialisation, de la finance, et des nouvelles technologies », (p. 104). Il est quand même, cet enjeu, fondamentalement politique et on est encore plus mal armé pour l'aborder.

« La foudre peut tomber n'importe où » (PV, p. 42)

On peut discuter. Son argument repose sur le constat que « nous ne sommes plus à l'époque des grandes crises sectorielles (charbon, textile sidérurgie) où des industries entières étaient prises dans la tourmente, mais pouvaient se mobiliser et susciter des politiques nationales coûteuses pour amortir les chocs » (*idem*). À voir : il y a Ford-Blanquefort, Alsthom et encore et encore Whirpool, et de plus en plus, les fermetures des grandes distributions notamment dans les villes moyennes et ce ne sont pas les installations de la Fnac ou de Décathlon qui peuvent les compenser. Il note plus justement que l'incertitude gagne et touche les petites villes, les espaces périphériques où l'enjeu de la voiture que l'on veut sortir ou interdire dans les villes est central pour ceux qui travaillent à 50 km de la grande ville et de la métropole. Les gilets jaunes ont bien compris que c'est là, à Bordeaux, à Toulouse, à Nantes et bien sûr à Paris qu'il faut « samediser » les lieux de richesse, montrer une existence. Et on nous annonce à la mi-août qu'une nouvelle crise pétrolière s'annonce, le vieux monde encore, et que les taux bas menacent le manque d'inflation et que viennent le temps des crises souveraines ; décidément les planètes se désalignent et on nous annonce même que l'Allemagne serait en voie de récession.

« L'apocalypse, c'est enthousiasmant », B. LATOUR

Dans son papier du *Monde* du 1^{er} juin 2019, LATOUR s'en explique : « l'apocalypse, la vraie, ce n'est pas les effets spéciaux hollywoodiens, c'est quelque chose de sérieux qu'il faut aborder avec les bons outils scripturaires. (...). L'apocalypse est un thème positif, enthousiasmant, grâce auquel on peut se débarrasser des faux espoirs. C'est donc ce qui rend notre époque si intéressante, et même sensationnelle ».

Les commentaires de PV peuvent alors apparaître fondés mais bien faibles ou déconnectés des attentes : bien entendu que nous sommes trop marqués par « une culture scolaire d'une société mandarinale, bureaucratique, comme la Chine

ancienne, et non celle d'une nation industrielle moderne » (p. 33), même si de plus en plus les attentes populistes semblent prôner des pouvoirs forts au niveau central, si la peur des migrants est croissante quand le nombre d'arrivées est plutôt stable. Il est facile aussi de relever « notre talent particulier pour multiplier des structures publiques baroques, illisibles, redondantes », mais là encore si la critique est facile et habituelle, elle est revenue souvent dans le *Grand Débat*, l'enfer, c'est toujours les autres et il ne faudrait pas oublier les avancées de la régionalisation et des textes fondamentaux des années 1980.

PV témoigne avec d'autres, de la singulière histoire et de l'imbroglio du Grand Paris. Certes, Paris présente aux yeux du monde *l'image* de la Ville lumière, elle attire toujours autant de monde au Salon de l'Agriculture, mais fait-elle rêver dans les campagnes et les espaces ruraux ? Elle fait aussi peur. Les idées d'une « métropole-France » ou d'« une métropole-réseau française », des « métropoles d'équilibre » (PV paraît allégrement les considérer comme « peu affirmées », p. 143) à la « ville France » me semblent trop relever de l'exercice au tableau noir ou relever d'un optimisme qu'il faut saluer et craindre aussi.

On peut discuter ce qui est dit des villes françaises « bridées par l'étatisme français » (p. 136) dont au premier chef Lyon. C'est sans doute recevable sur le long terme mais dans l'après-guerre, les logiques furent plus subtiles et les liens province-grandes villes-État central se sont longtemps joués sur une porosité-complicité-complémentarité des mandants nationaux et ceux des grandes villes : HERRIOT, BARRE, et COLLOMB à Lyon, CHABAN-DELMAS, JUPPÉ à Bordeaux, les BAUDIS à Toulouse, FRÉVILLE et HERVÉ à Rennes... La fin du cumul des mandats a changé la donne et les exercices des pouvoirs politiques, économiques, sociaux, technologiques et culturels : on n'a pas encore saisi toute l'importance de ce changement majeur, ainsi que le rôle central des Présidents des Conseils régionaux, nouveau grand format comme LE DRIAN ou ROUSSET ou encore BERTRAND plus récemment.

Faut-il pour autant sombrer dans le pessimisme intégral ou dans le réalisme de l'inquiétude, de la méfiance, de l'opposition systématique à tout, du « chacun sans tous », suivant la formule de DOMEQC parlant de la voiture mais généralisable (in *Le Monde*, 8.8.2019) alors que les gilets jaunes sur les ronds-points témoignent de la volonté d'être une sorte de nouvelle famille ? Faut-il suivre *The Economist* qui nous dit que « les Démocraties (sont) ingouvernables, (elles sont) des coalitions de chaos. Les gouvernements sont dans l'impasse, par rapport aux années 1970, les sociétés sont moins houleuses, mais la politique l'est bien davantage » ? (3 août 2019, pp. 51-52).

Je dirais volontiers que, « c'est sans doute plus compliqué que cela », au sens de la seconde anaphore de CG, (p. 121), « nouvelle arme de classe (qui) permet de verrouiller un débat public par le déni du réel ». Je veux bien essayer avec VELTZ et d'autres, de tenter l'expérience du *territoire à l'échelle un*, même si je ne suis pas certain de la clarté du concept et de la démarche : « le laboratoire d'expérimentation pour explorer la viabilité des solutions et permettre une maturation collective », p. 102. (VIII.19).

Claude Lacour Université de Bordeaux, UMR CNRS GREThA

Références bibliographiques

- BOUBA-OLGA O (2019) *Pour un nouveau récit territorial*, POPSU.
- BOUBA-OLGA O (2017) *Dynamiques territoriales : éloge de la diversité*, éd. Atlantique Eco U., 2017, *Chroniques d'une société liquide*, Le livre de poche.
- ECO U (2016) *Chroniques de la société liquide*, Le livre de poche/
- GUILLUY C (2015) *La France périphérique. Comment on a sacrifié les classes populaires*, Champs actuel.
- LACOUR C, PUISSANT S (2007) Re-urbanity: urbanising the rural and ruralising the urban, *Environment and Planning, A*, 39: 728-747.
- OFFNER J-M (2018) *Métropoles invisibles. Les métropoles au défi de la métropolisation*, Collection POPSU.
- SCHAFFRAN A (2018) *The Road to Resegregation: Northern California, The Failure of politics*, University of California Press.
- TALANDIER M (2019) *Résilience des métropoles. Le renouvellement des modèles*, Collection POPSU.
- TALANDIER M, PECQUEUR B. (eds) (2018) *Renouveler la géographie économique*, Economica-Anthropos.